

CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

Aon Hewitt évoque un « extremely unfair arrangement »

● Le secteur privé face à une note de Rs 4 milliards par an sous forme de contributions à la CSG

Les professionnels de la pension, qui sont tombés des nues avec l'annonce de la Contribution sociale généralisée (CSG), sans aucune consultation préalable, ne sont pas tendres envers cette réforme introduite par le ministre des Finances, Renganaden Padayachy. La firme spécialisée dans la pension Aon Hewitt, reconnue sur la place et dirigée par Bernard Yen, professionnel respecté dans le domaine depuis des années, se réfère, dans son "News alert on budget 2020/2021", aux changements annoncés par le ministre, comme du « quick fix ». Elle parle de « hastily implemented measures » et de « unsustainable system », qui ne feront qu'exacerber le problème de pension sur le long terme...

Le rapport de cette firme d'acteurs explique clairement : « *The unfunded, intergenerational arrangement is a quick fix and not a long term solution. The issue of the current system being unsustainable for future generations has still not been resolved, but has instead exacerbated!* » Avant d'ajouter plus loin : « *There is a real risk that future generations of pensioners, especially in the low to middle income categories, could face financial hardships in retirement as a result of hastily implemented measures.* » Dans l'intérêt national, dit-elle, Aon Hewitt plaide pour des consultations élargies avec

toutes les parties prenantes avant la mise en œuvre de la CSG.

Le rapport parle de situation « très injuste » sous le paragraphe "CSG for all... but paid by whom ?", expliquant que tous les citoyens seront éligibles pour recevoir les Rs 4 500 à l'âge de 65 ans, incluant les fonctionnaires, les retraités actuels, les "self employed" et les chômeurs. Par contre, ce n'est que le secteur privé qui est appelé à payer les contributions : « *It would be extremely unfair for the financial burden of the promise of a pension of Rs 13 500 pm to be thrust upon the private sector only.* » Situation « in-

juste » encore au niveau de la hausse des charges liées aux hausses salariales et il est intéressant de noter que, si beaucoup de compagnies ont procédé à des coupures de salaires pendant cette période de crise, « *the introduction of the CSG will reduce or even nullify any such cost savings.* »

Autre changement majeur avec la CSG concerne les contributions de 6% ou 9%, qui normalement sous le NPF étaient créditées dans les comptes individuels des employés sous forme d'investissement. « *Will now be used by the government like a tax. The latter will be free to decide how best to use this addi-*

tional revenue. », a-t-on précisé.

Par ailleurs, le fait que la CSG ne fonctionnera pas selon le système "advanced funding" comme le NPF et sera basée sur le système "pay as you go", cela pose problème, selon Aon Hewitt, car il n'y aura pas d'épargne pour le futur : « *Contributions received from the working population are immediately used to pay current pensioners, so there are no savings for the future. It is this system that is clearly unsustainable as opposed to the NPF which is based on the concept of advanced funding.* »

Il y aura également une situation inéquitable, explique Aon Hewitt, concernant les bénéficiaires à la retraite, car un employé, ayant le salaire minimum, contribuera 3% alors qu'un employé, gagnant Rs 100 000, contribuera Rs 562 par mois, soit 0,6% de son salaire, mais « *what the minister did not say is that the former will receive a pension of around 33% (Rs 3 400 of Rs 10 200) of salary while the latter will only receive a pension of around 6% (Rs 6 247 of Rs 100 000) of salary.* ». Aon Hewitt poursuit : « *This is fair enough only because NPF only pays a ben-*

efit based on contributions received. Relative to the amount of money being paid in for each individual, it is the CSG which seems an extremely unfair arrangement. »

Le rapport souligne que la CSG réduira le "net pay" des "middle income earners" et des jeunes professionnels et que, de leur côté, les employeurs seront « *reluctant or unable to give salary increases anytime soon due to the associated costs.* ». Et d'ajouter que « *the squeezing of the middle income earners will increase inequalities between rich and poor and create an income trap.* » D'autre part, les spécialistes d'Aon Hewitt observent qu'avec la CSG, c'est le secteur informel qui sera le plus grand gagnant, car il contribuera seulement Rs 150 pour une pension de Rs 4 500 « *and they may not be paying income tax as well!* This will discourage salaried-employees. »

Selon les analyses d'Aon Hewitt, les contributions annuelles, sous la nouvelle CSG venant du secteur privé, se chiffreront à Rs 4 milliards, et ce alors que le « *annual benefit will be around Rs 12 — 13 billions!* This amount would have been saved from 2020 to 2023. However it is

important where would the additional Rs 8 bn come from in 2024 and beyond? »

Le rapport de cette firme d'acteurs brosse le contexte de cette annonce concernant la pension. Dans les années passées, il n'y a eu aucune tentative de réformer le système Basic Retirement Pension (BRP), sauf que le gouvernement avait annoncé en 2012 que les hausses futures du BRP seraient limitées au taux d'inflation. Or, sous l'actuel gouvernement, la pension est passée de Rs 3 600 à Rs 9 000 en seulement cinq ans, « *compounding the problem for future generations.* », dit Aon Hewitt. Ce qui a corsé le problème, c'est que l'actuel gouvernement a promis d'augmenter la pension à Rs 13 500 dans quatre ans. De quoi soulever l'inquiétude de ces spécialistes de la pension, à tel point qu'ils insistent que « *it is high time that our population is educated and informed to understand that such increases can only be paid by themselves and their children in the long run. There is a natural limit to BRP and in our view it should remain well below the national minimum wage for example.* »